

Collecte et traitement des déchets pour les différents sites de la DGAC

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
COMMUN A L'ENSEMBLE DES LOTS**

Numéro de consultation : 2025SG01

Procédure de passation : Marché de services passé selon une procédure formalisée d'appel d'offres ouvert en application des L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-2 (1°) et R.2161-2 à 5 du code de la commande publique.

Table des matières

Article 1 - LES PARTIES CONTRACTANTES	4
Article 2 - PREAMBULE – CONTEXTE.....	4
Article 3 - OBJET DU MARCHE	4
Article 4 - FORME ET ETENDUE DU MARCHE	4
4.1. Informations relatives à la procédure	4
4.2. Allotissement	4
4.3. Forme de l'accord cadre	5
4.4. Montants de l'accord-cadre	5
Article 5 - PIECES CONTRACTUELLES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE	5
Article 6 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE	5
Article 7 - LIEUX D'EXECUTION	6
Article 8 - REPRESENTATION DES PARTIES	6
8.1. Représentant de l'acheteur	6
8.2. Représentation du titulaire	6
Article 9 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	7
9.1. Obligation de résultats	7
9.2. Exigences environnementales	7
9.3. Stage d'immersion professionnelle	8
9.4. Obligation de conseil	9
9.5. Obligation d'information.....	9
9.6. Obligation de confidentialité	9
9.7. Respect des mesures d'hygiène et de sécurité	9
9.8. Mesures particulières de sécurité et de sureté pour l'accès au site du CRNA Est (lot 1 SIR Est)	9
Article 10 - CONDITIONS D'EXECUTION	10
10.2. Délais d'exécution des prestations	10
10.3. Mesure de protection et de nettoyage	10
10.4. Evolutions réglementaires.....	11
Article 11 - OPERATION DE VERIFICATION DES PRESTATIONS, ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET	11
Article 12 - SOUS-TRAITANCE	11
Article 13 - CLAUSE DE REEXAMEN	11
Article 14 - EXECUTION FINANCIERE DU MARCHE	12
14.1. Forme et contenu des prix	12
14.2. Taux de TVA	12
14.3. Variation des prix	12
14.4. Avances.....	13
14.5. Modalités de règlement.....	13
14.6. Modalités de facturation	14

14.7.Facturation électronique.....	14
Article 15 - PENALITES	15
Article 16 - GARANTIES	16
Article 17 - ASSURANCES	16
Article 18 - RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE	16
Article 19 - REGLEMENT DES LITIGES	16
Article 20 - DEROGATIONS AU CCAG – FCS	17

Article 1 - LES PARTIES CONTRACTANTES

- La direction générale de l'Aviation civile représentée par la Secrétaire générale, dénommée « DGAC », « pouvoir adjudicateur » ou « acheteur », d'une part ;

Et

- Le titulaire, dont l'acte d'engagement a été daté et signé électroniquement par une personne habilitée à engager sa société, dénommé « titulaire », d'autre part.

Article 2 - PREAMBULE – CONTEXTE

La direction générale de l'Aviation civile (DGAC) est une administration rattachée au ministère de la Transition écologique et de la cohésion des territoires. Elle a pour mission de garantir la sécurité et la sûreté du transport aérien en plaçant la logique du développement durable au cœur de son action.

Elle est à la fois autorité réglementaire, pôle de surveillance de la sécurité, prestataire de services de navigation aérienne et de formation, partenaire des acteurs aéronautiques. Elle a en charge les aides à la recherche en construction aéronautique et les politiques industrielles de l'État dans ce secteur.

Elle est dotée d'un budget annexe « contrôle et exploitation aériens » (BACEA) composé de 3 programmes :

- le programme 612 qui regroupe les prestations de navigation aérienne ;
- le programme 614 qui est consacré à la politique de sécurité, de sûreté, la régulation économique du secteur ;
- le programme 613 qui porte sur les fonctions supports.

Dans le cadre de l'exécution budgétaire du marché, les dépenses sont imputées sur le programme correspondant au service émetteur.

Placé sous l'autorité de la direction générale, le secrétariat général (SG) est chargé de l'élaboration de la mise en œuvre de la politique de la DGAC en matière d'organisation des services et notamment de la gestion des fonctions supports. Il est organisé en 10 secrétariat inter-régionaux (SIR).

Le présent marché s'inscrit dans la stratégie de mutualisation du segment d'achat « collecte de déchets » initié par le secrétariat général afin de répondre aux besoins des services du SIR-SUD Est, du SIR Est et du SIR Grand Paris.

Article 3 - OBJET DU MARCHÉ

La présent marché a pour objet des prestations régulières et ponctuelles de location de matériel de collecte, de transport, d'élimination et/ou de valorisation des déchets produits par différents sites de la DGAC.

Article 4 - FORME ET ETENDUE DU MARCHÉ

4.1. Informations relatives à la procédure

Il est passé selon une procédure formalisée d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-2 (1°) et R.2161-2 à 5 du code de la commande publique et en partie selon la technique d'achat d'accord-cadre à bons de commande en application des articles L.2125-1 1° et R. 2162-2 et suivants du code la commande publique.

4.2. Allotissement

Il se compose de 3 lots géographiques :

- Lot 1 SIR Sud Est : collecte et traitement des déchets du site Mignet
- Lot 2 SIR Est : collecte et traitement des déchets du CRNA EST

- Lot 3 SIR Grand Paris : collecte et traitement des déchets des sites du SIR Grand Paris.

4.3. Forme de l'accord cadre

Les 3 lots du présent accord-cadre sont mono-attributaires.

4.4. Montants de l'accord-cadre

Les 3 lots sont passés sans montant minimum et avec un montant maximum pour la durée du marché (reconductions comprises) fixé comme suit :

- Montant maximum lot 1 : 200 000 € HT
- Montant maximum lot 2 : 350 000 € HT
- Montant maximum lot 3 : 250 000 € HT

L'accord-cadre cesse automatiquement de produire ses effets s'il atteint son montant maximum, quelle que soit sa durée prévue initialement.

Article 5 - PIECES CONTRACTUELLES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG - FCS, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement (Attri1) et son annexe financière ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) relatif à chaque lot ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG FCS) dans sa version en vigueur à la date de remise de l'offre ;
- Les bons de commande émis et notifiés au titulaire ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- Les échanges écrits comportant des éléments impactant le bon déroulement de la prestation (précisions apportées sur le besoin...).

L'acte d'engagement et le CCAP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci.

Toutes clauses formulées dans les conditions générales de vente des titulaires contraires aux dispositions de l'accord-cadre sont réputées non écrites.

Article 6 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 12 mois reconductible tacitement 3 fois, sans que sa durée maximale n'excède 48 mois, à compter de sa date de notification qui constitue sa date anniversaire.

En cas de décision de non-reconduction, l'acheteur en informe le titulaire deux mois au moins avant la fin de la période en cours.

Le titulaire ne dispose pas de la faculté de refuser la reconduction et demeure tenu par ses obligations contractuelles jusqu'à la fin de la période de validité du marché en cours d'exécution.

La non-reconduction ne peut ouvrir droit au bénéfice du titulaire à aucune indemnité de quelque sorte que ce soit, ni à aucun dédommagement.

Dans l'hypothèse où le marché ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

Article 7 - LIEUX D'EXECUTION

Les prestations se réalisent dans les locaux du titulaire et dans les sites de l'acheteur ci-dessous :

- Lot 1 SIR Sud Est : Site Mignet- 1 rue Vincent Auriol, 13100 Aix en Provence ;
- Lot 2 SIR Est : Site du CRNA EST, 2 rue Alberto Santos Dumont, 51100 Reims ;
- Lot 3 SIR Grand Paris :
 - Siège de la DGAC, 50 rue Henry Farman, Paris 15ème (site de Farman) ;
 - Service national d'ingénierie aéroportuaire (SNIA), 82 rue des Pyrénées, Paris 20ème (site de la rue des Pyrénées) ;
 - Centre émetteur de Chevannes, route de Auvernaux, 91750 Chevannes (site de Chevannes) ;
 - Service technique de l'aviation civile (STAC), 31 avenue du Maréchal Leclerc, 94380 Bonneuil sur Marne (site de Bonneuil).

Article 8 - REPRESENTATION DES PARTIES

8.1. Représentant de l'acheteur

Le représentant de l'acheteur est la Secrétaire générale de la DGAC

Le suivi de l'exécution du marché sera assuré par la Division logistique de chaque SIR dont les coordonnées sont les suivantes :

Lot 1 SIR Sud Est :

sir-se-log-magasin-bf@aviation-civile.gouv.fr.

Lot 2 SIR EST :

thierry.drothiere@aviation-civile.gouv.fr

valerie.belamy@aviation-civile.gouv.fr

Lot 3 SIR Grand Paris :

franck.burgherr@aviation-civile.gouv.fr ;

damien.berthelot@aviation-civile.gouv.fr;

jean-michel.gaudichot@aviation-civile.gouv.fr.

Le ou les interlocuteur(s) chargé(s) du suivi de l'exécution des prestations pour chacun des lots, est(sont) désigné(s) après la notification du marché. Ces interlocuteurs sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du marché. L'acheteur porte ces modifications à la connaissance du titulaire.

8.2. Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Il désigne également son remplaçant en cas d'absence.

Par dérogation à 3.4.1 du CCAG-FCS cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs interlocuteurs du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses interlocuteurs.

La proposition de remplacement de l'interlocuteur est soumise à l'approbation de l'acheteur qui est attentif au niveau de compétence/expérience du nouvel interlocuteur. Tout refus est motivé par l'acheteur par écrit.

Le titulaire procède au remplacement de l'interlocuteur dans un délai de 8 jours calendaires à compter de la demande ou de la proposition de remplacement. Il prend toutes mesures pour que les éventuels remplacements et affectations de nouveaux personnels à l'exécution des prestations ne perturbent en rien le calendrier et la qualité des prestations fournies.

En aucun cas, le remplacement de cet interlocuteur ou de son remplaçant ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Article 9 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

9.1. Obligation de résultats

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

9.2. Exigences environnementales

a. Exigences environnementales relatives à la collecte et la gestion des déchets

Respect de la réglementation en vigueur :

La valorisation ou l'élimination des déchets collectés lors de l'exécution du présent marché est de la responsabilité du titulaire pendant toute la durée du marché. Il s'assure de la mise en place de collectes sélectives des déchets.

Il veille à ce que soient effectuées les opérations de collecte, de transport, entreposage, tris éventuels, traitement des déchets vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Les déchets collectés séparément en vue de leur recyclage ne doivent en aucun cas être mélangés avec des déchets d'autres natures.

Respect de la hiérarchisation des modes de traitement :

Ainsi, le titulaire assure le traitement desdits déchets dans les conditions définies par la réglementation spécifique à chaque typologie de déchet, selon la hiérarchie des modes de traitement visée à l'article L. 541-1 du code de l'environnement :

1. Préparation en vue de la réutilisation ;
2. Recyclage ;
3. Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
4. En dernier recours, élimination.

Interdiction du recours à l'enfouissement :

Quelle que soit la nature des déchets, le titulaire a interdiction, dans le cadre de ce marché, d'avoir recours à l'enfouissement.

Performance environnementale de traitement :

Le titulaire respecte les performances minimales de revalorisation par typologie de déchet sur lesquels il s'est engagé dans son mémoire technique.

Traçabilité complète des déchets et des taux performance de traitement cibles

Le titulaire remet à l'acheteur les justificatifs permettant d'assurer une traçabilité complète des déchets collectés jusqu'aux filières de traitement ou de valorisation ainsi que les documents de *reporting* (un état mensuel et une synthèse annuelle) conformément aux dispositions du CCTP permettant de vérifier l'atteinte des objectifs de revalorisation.

En cas de non-communication de ces éléments justificatifs, et après une mise en demeure restée infructueuse, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues à l'article 15 du CCAP.

Optimisation de la collecte des déchets :

Afin de réduire les impacts environnementaux liés au transport et aux modalités de collecte, le titulaire :

- Analyser systématiquement la possibilité de **mutualiser la collecte des déchets** d'un même bénéficiaire ou de plusieurs bénéficiaires situés dans un même périmètre géographique ;
- **Reprogrammer le créneau de la collecte** si nécessaire, après accord préalable de l'acheteur. Notamment dans le cas où la quantité de déchet n'est pas suffisante pour justifier un passage. Cette reprogrammation peut ainsi déroger aux fréquences de collecte inscrites au marché, sous réserve de validation expresse de l'acheteur.

Cette reprogrammation suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard.

Aucune reprogrammation ne peut être demandée par le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution du marché, éventuellement déjà prolongé.

b. Communication du BEGES et du plan de transition associé

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'Etat, il est exigé du titulaire, s'il est soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement, de communiquer à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé dans un délai maximum de six (6) mois après notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, si le titulaire est soumis aux obligations de déclaration extra-financière, il peut communiquer le plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

9.3. Stage d'immersion professionnelle

Le titulaire s'engage à accueillir, dans le cadre de l'exécution du marché, un jeune en stage d'immersion en entreprise, pour une durée minimale de 35 heures effectives au cours des 4 années de l'accord-cadre. Les modalités sont totalement libres (âge, profil, sélection, contenu des missions). Le titulaire s'engage à transmettre à la DGAC la preuve de la réalisation du stage (convention ou tout autre moyen).

9.4. Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dysfonctionnements potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

9.5. Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

L'acheteur s'engage à collaborer avec le titulaire tout au long de l'exécution du marché.

En cas de modifications importantes du fonctionnement de la société, le titulaire notifie immédiatement l'acheteur, par tout moyen permettant d'en attester la bonne réception.

9.6. Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du présent marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du présent marché ou à l'issue de son exécution.

Par dérogation au CCAG-FCS, la violation grave de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre dans les conditions de l'article 18 du présent CCAP aux torts du titulaire, sans préjudice de la faculté de l'acheteur d'intenter une action en justice devant les tribunaux compétents.

9.7. Respect des mesures d'hygiène et de sécurité

Le titulaire s'engage à respecter, pendant toute la durée d'exécution du marché, l'ensemble des dispositions légales et réglementaires en matière de sécurité et d'hygiène.

Il s'oblige à respecter les consignes de sécurité internes de l'acheteur, à veiller à ce que son personnel intervienne dans les zones autorisées, dans le respect des horaires convenus et prend toutes les mesures propres à éviter tout accident à l'égard des personnels et des tiers lors des prestations d'enlèvement

Le titulaire s'engage également à assurer un maintien constant de la propreté des zones d'intervention et à maintenir le matériel de collecte en bon état de propreté.

9.8. Mesures particulières de sécurité et de sûreté pour l'accès au site du CRNA Est (lot 1 SIR Est)

Le CRNA Est assure le contrôle en route des avions sur le quart nord-est de la France. Ce site fonctionne 24h/24 et 7j/, concourt à la sécurité et à la régularité du trafic aérien, par conséquent, la qualité et la disponibilité des prestations doivent être assurées en permanence.

Du fait de ses responsabilités en matière de sécurité du trafic aérien, le CRNA Est est soumis à des dispositions spécifiques en termes de sûreté, en particulier pour l'accès aux installations. L'accès au centre est interdit à toute personne n'ayant pas fait l'objet, au préalable, d'une autorisation d'accès. L'accès et le déplacement à l'intérieur du centre sont conditionnés au port apparent du badge.

Le titulaire devra fournir au CRNA Est un dossier de demande d'habilitation sûreté par agent qui assurera l'exécution des prestations. Tout agent non habilité se verra refuser l'accès au site.

Article 10 - CONDITIONS D'EXECUTION

10.1. Emission des bons de commande

Les prestations ponctuelles de collecte et de mise à disposition de matériel de collecte s'exécutent par l'émission d'un bon de commande. Les bons de commande sont établis exclusivement selon les conditions tarifaires figurant à l'annexe financière à l'Acte d'engagement du présent-accord-cadre.

Les bons de commande comportent au minimum les mentions suivantes :

- Le numéro de l'accord-cadre ;
- Le numéro et la date du bon de commande ;
- L'intitulé de la prestation commandée ;
- L'adresse de facturation ;
- Le code du service exécutant (cf annexe) ;
- Le taux et le montant de la TVA appliquée ;
- Le prix total HT et TTC du bon de commande.

Par dérogation au CCAG, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de 5 jours à compter de la date de réception du bon de commande.

Les bons de commande peuvent être adressés au titulaire pour tous moyens permettant à celui-ci d'en accuser sa réception (courrier, télécopie ; courriel...).

Ils peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution peut se prolonger dans un délai maximum de 6 mois avant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

10.2. Délais d'exécution des prestations

Les délais d'exécution sont fixés au CCTP.

En cas de non-respect de ces délais, le titulaire s'expose à des pénalités de retard conformément à l'article 15 du présent CCAP.

Une prolongation de délai d'exécution peut être accordée au titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel.

Pour bénéficier de ce report de délai, le titulaire applique la procédure décrite à l'article 13.3 du CCAG de référence.

10.3. Mesure de protection et de nettoyage

Le titulaire doit prendre toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter tout accident à l'égard des personnels et des tiers lors des prestations d'enlèvement.

Le titulaire maintient, à ses frais, les zones d'interventions propres, nettoyées et dégagées de déchets et de tous matériaux qui seraient susceptibles de blesser un tiers.

10.4. Evolutions réglementaires

En cas d'évolution de la réglementation en cours d'exécution du marché, notamment en cas de création d'une nouvelle filière de responsabilité élargie des producteurs (« Filière REP »), le titulaire est tenu de se conformer aux éventuelles nouvelles obligations. Dans ce cas, le titulaire informe l'acheteur des modalités de mise en œuvre de ces nouvelles obligations dans le cadre de l'exécution du marché.

En cas de nouvelle réglementation imposant de modifier les conditions de collecte et de gestion des déchets, les parties conviennent de se rencontrer pour définir, par avenant, les conditions techniques, administratives et financières de mise en œuvre de la nouvelle réglementation.

Article 11 - OPERATION DE VERIFICATION DES PRESTATIONS, ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET

Par dérogation aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS, les opérations de vérification de l'exécution des prestations et la décision résultant de ces opérations, à savoir l'admission, la refaction, l'ajournement ou le rejet seront exécutées de la façon suivante :

Chaque enlèvement donne lieu à la remise d'un bordereau de passage. L'acheteur porte toutes les observations qu'il juge nécessaire concernant l'exécution des prestations. S'il constate que certaines tâches ont été oubliées ou mal exécutées, il informe le titulaire, par tout moyen, de la teneur des insuffisances relevées. Le titulaire devra y remédier dans les **48 heures** suivant la notification, faute de quoi, les pénalités prévues à l'article 15 du CCAP seront appliquées.

Article 12 - SOUS-TRAITANCE

Le titulaire pourra sous-traiter une partie des prestations décrites au présent accord-cadre.

L'acceptation des sous-traitants sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4 téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ou un équivalent.

Article 13 - CLAUSE DE REEXAMEN

En application des articles R.2194-1, R.2194-2 et R.2194-6 du code de la commande publique, il est prévu une clause de réexamen dans les circonstances suivantes :

- En cas de prestations complémentaires devenues nécessaires à la réalisation des prestations. Dans ces circonstances, et conformément à l'article 25 du CCAG de référence, l'acheteur et le titulaire conviennent le cas échéant, par avenant, des modalités de prise en charge induits par les circonstances, sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.
- Toute modification éventuelle d'imputation budgétaire, de services exécutants ou des modalités de facturation intervenant en cours d'exécution de l'accord-cadre, est prise en compte par ordre de service transmis au titulaire par l'acheteur pour information, sans qu'il soit nécessaire d'établir un

avenant au présent accord-cadre.

- En cas d'évolution des taxes applicables aux prestations, le titulaire en informe l'acheteur dans les meilleurs délais et lui transmet une annexe financière intégrant cette évolution. La nouvelle annexe financière se substitue à l'ancienne sans qu'il soit nécessaire d'adopter un avenant ;
- Lorsqu'un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial de l'accord-cadre du fait d'une cession du marché public ou à la suite d'une opération de restructuration du titulaire initial, sous réserve que les autres conditions de l'accord-cadre demeurent inchangées. Dans ces circonstances, après avoir été informée par le titulaire de l'accord-cadre de la situation, la direction générale de l'aviation civile signifie par écrit (courriel) son accord de principe à la substitution du titulaire initial. Le nouveau titulaire devra remplir les conditions qui avaient été fixées pour la participation à la procédure de passation de l'accord-cadre initial. Pour effectuer le transfert de l'accord-cadre, la direction générale de l'aviation civile envoie au titulaire un acte de transfert à remplir et à lui retourner signé. La substitution effective s'opérera à compter de la signature par la direction générale de l'aviation civile de l'acte de transfert qui lui aura été remis, sous réserve que le nouveau titulaire lui ait transmis l'ensemble des documents administratifs demandés dans l'acte de transfert.

Article 14 - EXECUTION FINANCIERE DU MARCHE

14.1. Forme et contenu des prix

Le marché est à prix forfaitaires pour le lot 1 et sont ceux indiquée dans la Décomposition Globale et Forfaitaire (DPGF) annexée à l'acte d'engagement.

Il est à prix mixtes pour les lots 1 et 2.

Les prestations de location de matériels de collecte et collectes régulières sont à prix forfaitaires et sont ceux indiqués par le titulaire dans la DPGF annexée à l'acte d'engagement.

Les prestations de traitement des déchets, de collecte et location de matériel de collecte à la demande sont à prix unitaires et sont ceux indiqués au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés être en euros et comprendre :

- les frais afférents à la réalisation des prestations ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations.

14.2. Taux de TVA

Les taux de TVA en vigueur sont applicables lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

14.3. Variation des prix

A la fin de la première période d'exécution de l'accord-cadre et en cas de reconduction, les prix des prestations sont révisables annuellement, à chaque date anniversaire de la notification et jusqu'à la fin de l'accord-cadre.

Les prix initiaux sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « Mois zéro » Mo et est indiqué dans l'acte d'engagement.

Les prix de base sont révisés, à la hausse comme à la baisse, à l'initiative du titulaire par application de la formule ci-dessous :

$$P = P_o * (S / S_o)$$

Dans laquelle :

- P est le prix révisé
- P_o est le prix au mois M_o
- S est la dernière valeur définitive connue et publiée à la date de révision de l'indice de référence
- S_o est la valeur connue et publiée de l'indice S au mois M_o (date limite de remise des offres)

L'indice S de référence est : Identifiant 010764303- Indice du prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 38.11 - Collecte des déchets non dangereux - Base2021 -, publié sur le site Internet de l'INSEE <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764303>

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur selon les dispositions du CCAG.

La révision des prix est réalisée sur demande du titulaire, formulée au plus tard trois mois après la date anniversaire de l'accord-cadre. Passé ce délai, le titulaire est réputé renoncer à la révision des prix.

Le titulaire fournit une nouvelle annexe financière comportant les prix révisés, accompagnée des informations nécessaires (notamment la valeur des indices) au contrôle et à la validation des calculs par l'acheteur.

Après validation par l'acheteur, les prix de l'accord-cadre ainsi révisés, sont modifiés par simple substitution des annexes financières sans qu'il soit besoin d'établir un avenant.

La mise en œuvre des prix révisés sera effective le mois suivant la validation de la révision par l'acheteur. Les prestations commandées avant la date de validation de la révision seront facturées sur la base des prix initiaux, les commandes émises après la date de validation de la révision sont facturées sur la base des nouveaux prix.

Seuil de déclenchement de la clause de révision :

Il ne sera fait application de la révision des prix que dans la mesure où la variation par rapport au prix initial est égale ou supérieure à 2 %.

14.4. Avances

Lorsque le montant d'un bon de commande est supérieur à 50 K€ HT et que son délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sous réserve que le titulaire n'y a pas renoncé dans l'acte d'engagement, une avance est versée au titulaire en application des articles R.2191-3 et suivants du code de la commande publique.

Le taux de cette avance est de 30%.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la date de notification du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

14.5. Modalités de règlement

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après attestation du service fait par l'acheteur. Les paiements sont effectués par virement sur le compte du titulaire défini dans l'acte d'engagement.

En cas de rachat des déchets, le titulaire le fait connaître à la DGAC par bon d'avoir qui prend la forme d'un titre de recette.

14.6. Modalités de facturation

Outre les mentions légales, les factures du titulaire font apparaître les mentions listées à l'article D2192-2 du code de la commande publique relatif aux mentions obligatoires des factures sous forme électronique.

Les factures comportent notamment les mentions suivantes :

- Le numéro du service exécutant ;
- Le numéro du marché et la date de notification ;
- Le numéro du bon de commande (engagement juridique) ;
- La date de livraisons des prestations ;
- La nature et le détail des prestations conformément à l'annexe financière ;
- Les prix unitaire HT des prestations livrées ;
- Le montant total HT de la facture ;
- Le taux et le montant total de la TVA ;
- Le montant TTC de la facture ;
- La date d'établissement de la facture ;
- Les références du compte bancaire ouvert au nom du titulaire telles qu'elles sont précisées dans l'acte d'engagement.

Informations de facturation pour le lot 1 SIR Sud est :

Le titulaire doit établir 2 factures distinctes (une pour chaque service identifié) :

Service	SIRET n°	Code service exécutant	Coefficient
DSAC/SE	12006401900074	SE07	50% du montant de la facture
SNIA-SE	12006401900074	SE11	50% du montant de la facture

Informations de facturation pour le lot 2 SIR Est :

Service	SIRET n°	Code service exécutant
DSNA/CRNA-E	12006401900074	SE43

Information de facturation pour le lot 3 SIR Grand Paris :

Service	SIRET n°	Code service exécutant
SG/SIR-GP	12006401900074	SE01

Aucuns frais autres que ceux mentionnés à l'accord-cadre ne sont admis (frais de facturation par exemple).

14.7. Facturation électronique

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail : utiliser le portail Chorus-Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures.

2) Mode service ou API (Application Programming Interface) : Chorus-Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de Données Informatisées) : envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus-Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire peut consulter le portail <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> pour tout renseignement complémentaire.

Attention : Dans Chorus-Pro, la DGAC est considérée comme un service "hors Etat", il faudra cocher "non" dans la zone "le destinataire est-il un service de l'Etat ?".

Article 15 - PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à l'application de pénalités. Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles, et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS :

- En cas de dépassement des délais contractuels (indiqués au CCTP) d'exécution des prestations, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 150 € HT par jour de retard ;
- En cas de non-respect du délai de remplacement de matériel détérioré, le titulaire encourt sur simple constat écrit de l'acheteur une pénalité de 30 € HT par jour de retard.
- En cas de non-établissement ou de non-transmission des justificatifs de traçabilité et des

documents de *reporting*, le titulaire encourt sur simple constat écrit de l'acheteur une pénalité forfaitaire de 100 € HT par jour de retard.

Le montant de la pénalité est porté par l'ordonnateur sur la facture du titulaire et cette modification lui est notifiée.

Article 16 - GARANTIES

Il est fait application de l'article 33 du CCAG-FCS.

Article 17 - ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 18 - RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est résilié dans les conditions prévues par les articles 38 à 45 du CCAG-FCS, relatives à la résiliation.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas le droit à une indemnité de résiliation.

Après signature de l'accord-cadre, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail, l'accord-cadre sera résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire selon les dispositions du CCAG de référence.

Article 19 - REGLEMENT DES LITIGES

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché conformément à l'article 46 du CCAG-FCS,

Après épuisement des voies de recours amiables prévues par la réglementation, le tribunal administratif compétent est le suivant :

Lot 1 SIR Sud Est :

Tribunal administratif de Marseille

31 rue Jean-François Leca

13002 Marseille

Lot 2 SIR Est :

Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne
25 Rue du Lycée, 51000 Châlons-en-Champagne

Lot 3 SIR Grand Paris :

Tribunal administratif de Paris
7 Rue de Jouy, 75004 Paris

Article 20 - DEROGATIONS AU CCAG – FCS

Articles du CCAP	Nature de la dérogation	Articles du CCAG-FCS
Article 4. Pièces contractuelles constitutives du marché	Ordre de priorité contractuel	4.1
Article 8.2 Représentation du titulaire	Le/les représentant(s) du titulaire sont désignés dans l'offre du titulaire	3.4.1
Article 9.6 Obligation de confidentialité	Résiliation pour violation de l'obligation de confidentialité	5
Article 10.1 Emissions des bons de commande	Délai pour émettre toute observation à la suite de la réception d'un bon de commande	3.7.2
Article 11 Admission des prestations, ajournement, refaction et rejet	Admission des prestations, ajournement, refaction et rejet	29, 30
Article 15. Pénalités	Pénalités	14
Article 18. Résiliation de l'accord-cadre	Résiliation pour motif d'intérêt	42